

rappeler que le Canada a été l'une des cinq puissances occidentales du Conseil de sécurité qui se sont efforcées de trouver une solution à la crise namibienne et qu'il a agi à titre de coprésident des récentes rencontres Nord-Sud sur le développement international tenues à Paris. Il a également joué un rôle de premier plan en ce qui concerne la solution de problèmes aussi complexes que le droit de la mer et le contrôle de la prolifération nucléaire.

Si j'évoque tout cela, c'est pour souligner que notre activité internationale touche non seulement les Canadiens mais, à un moindre degré, des millions d'autres êtres humains.

Il s'agit là d'une très lourde responsabilité, et d'une responsabilité à laquelle je n'ai pas l'intention de me dérober. Mais dans un sens, je veux la partager avec vous plus que cela n'a jamais été le cas. À titre de ministre du gouvernement du Canada, je suis assistée de nombre de conseillers intelligents, dévoués, et à la formation solide. Ils m'apportent le fruit de leur expérience, de leurs études et de leur application. Mais ils ne peuvent me donner un bon aperçu de ce que pensent les Canadiens.

Si nous devons réexaminer notre politique étrangère - et je suis décidée à le faire - et si nous nous engageons comme gouvernement à être plus ouverts et attentifs aux opinions des citoyens, nous vous demanderons de nous aider à fixer l'orientation du Canada sur la scène internationale.

Dans une certaine mesure, le gouvernement lui-même peut aider à faciliter la participation du public à ce processus. Et pour vous prouver que nous tenons vraiment à cet objectif, permettez-moi de vous donner un exemple concret de ce que nous avons fait dans le cas d'une question importante, à savoir celle des réfugiés de la mer.

Dès le début de mon mandat, j'ai compris que la situation des réfugiés de la mer en Asie du Sud-Est commandait que nous agissions sur deux plans différents. D'abord sur le plan politique. Pour le nouveau gouvernement - comme pour tous les Canadiens, j'en suis sûre -, il était tout simplement intolérable que le Gouvernement du Vietnam poursuive délibérément une politique d'expulsion de centaines de milliers de ses propres citoyens. Vous vous souvenez sans doute que pendant des années le Canada a entretenu de bonnes relations avec le gouvernement d'Hanoi. Tout au long de la guerre entre le Vietnam et les États-Unis, nous n'avons pas pris parti. Hanoi a reconnu et apprécié notre position modérée.